



Nord Pas-de-Calais

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES SITES DE L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS

Acte d'engagement (AE) Lot n° 2 – site d'Arras

Numéro de procédure : **2026-MAPA-01**

Procédure adaptée

- Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)
- Articles L2113-12 à 2113-14 du code de la commande publique (**marchés réservés**)
- Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

1.1 – Pouvoir adjudicateur

URSSAF Nord Pas de Calais

293, avenue du Président Hoover
BP 20001
59032 Lille Cedex

Nom, prénom, qualité du signataire de l'accord cadre :

Mme Aurélie FILLIARD HENLE, Directrice de l'URSSAF Nord Pas de Calais, représentante du pouvoir adjudicateur.

Origine du pouvoir du signataire :

Mme Aurélie FILLIARD HENLE, représentante légale de l'organisme, est habilitée, en application du code de la commande publique, de l'arrêté du 19/07/2018 pour signer et notifier l'ensemble des contrats au nom de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

Personne susceptible de donner les renseignements des articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique : : Mme Aurélie FILLIARD HENLE, agissant en tant que représentante légale du pouvoir adjudicateur.

Ordonnateur des paiements :

Mme Aurélie FILLIARD HENLE, Directrice de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Directeur comptable et financier de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

1.2 – Candidat

Dénomination sociale (intitulé complet et forme juridique de l'opérateur économique)

Adresse du siège social

Numéro de téléphone / télécopie

Numéro d'identité d'établissement (SIRET)

Code d'activité économique principale (APE)

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés / répertoire des métiers

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 – Dispositions réglementaires et pièces constitutives

L'accord cadre est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés publics et des accords cadres de l'Etat et de ses établissements publics (*code de la commande publique, sous réserve des dispositions spécifiques de l'arrêté du 19/07/2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale*).

Les conditions particulières d'exécution de l'accord cadre sont définies dans les Cahier des Clauses Administratives (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 – Objet

Prestations d'entretien des espaces verts de l'URSSAF Nord Pas de Calais.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les lots sont des lots réservés, conformément aux dispositions Articles L2113-12 à 2113-14 du code de la commande publique, aux opérateurs économiques suivants :

- Entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail.
- Etablissements et services d'aide par le travail mentionné à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles.
- Structures équivalentes employant une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Toute offre déposée pour ces lots, par un candidat ne remplissant pas les conditions susmentionnées, sera rejetée.

2.3 – Allotissement – Prestations et quantités

Les documents particuliers de l'accord cadre détaillent les prestations et quantités.

Lot n°2	Site d'Arras- URSSAF Nord-Pas-De Calais	13 boulevard Allende 62000 Arras
---------	---	----------------------------------

ARTICLE 3 – DUREE – RECONDUCTION – COMMENCEMENT D'EXECUTION

Ces modalités sont décrites à l'article 3 du CCAP.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

4.1 - Unité monétaire

L'unité monétaire de conclusion et d'exécution de l'accord cadre est l'Euro (€).

4.2 - Prix de l'accord cadre - Règlement

Les modalités relatives au contenu, à la forme et la révision des prix de l'accord cadre, ainsi que les modalités de paiement sont fixées aux articles 4 et suivants du CCAP.

Une avance pourra être versée au titulaire dans les conditions décrites à l'article 4.3 du CCAP.

☐ Le candidat accepte le bénéfice de l'avance (1).

Aucune autre avance ne sera accordée.

Les organismes membres du groupement de commande se libéreront des sommes dues au titre du présent accord cadre en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants (joindre en sus un relevé d'identité bancaire ou postal) :

Ouvert au nom de :

Etablissement :

Agence :

Adresse :

Numéro de compte :

Code Banque :

Code Guichet :

Clé RIB :

4.3 – Montant de l'offre

Le montant de l'offre correspond aux informations indiquées dans l'annexe 2 du présent document (annexe financière).

ARTICLE 5 – CLAUSE D'ENGAGEMENT

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire

☐ Agissant pour son propre compte

☐ Agissant pour le compte de la société mentionnée à l'article 1 du présent document

OU, s'il s'agit d'un groupement d'entreprises

☐ Agissant en tant que membre du groupement

☐ Groupement solidaire

☐ Groupement conjoint

¹ Dans l'hypothèse d'une notification de l'accord cadre, le candidat s'engage à signaler à l'URSSAF Nord Pas de Calais toute modification des coordonnées bancaires, avec un préavis d'un mois avant tout paiement, et à joindre un RIB original modificatif.
Le candidat est réputé renoncer au bénéfice de l'avance si la case n'est pas cochée.

Membres du groupement d'entreprises

Nom du mandataire du groupement

OU

☐ Agissant en tant que **mandataire** habilité à signer l'offre du groupement, par l'ensemble de ses membres et ayant signé le document d'habilitation en date du : *(Indiquer la date de la convention du groupement d'entreprises)*

.....
☐ Groupement solidaire

☐ Groupement conjoint

Le mandataire du présent groupement est solidaire de l'exécution des prestations des autres membres du groupement, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du règlement de la consultation.

- Après avoir pris connaissance des documents suivants :
 - Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP)
 - Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP)
 - Cahier des Clauses Administratives de Prestations Intellectuelles (CCAG-FCS)
 - Règlement de la consultation

Ainsi que de toutes leurs annexes, clauses et prescriptions particulières.

- Après avoir fourni les pièces prévues au règlement de la consultation, le candidat s'engage, ou engage le groupement dont il est mandataire, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par lesdits documents, à exécuter les obligations du présent accord cadre.
- L'offre ainsi présentée lie le candidat pendant un délai de **60 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée au règlement de la consultation ; toutefois, celle ci ne liera définitivement le candidat qu'à la condition expresse de l'attribution et de la notification de l'accord cadre par l'URSSAF Nord Pas de Calais avant l'expiration du délai de validité de l'offre susmentionné.
- Le candidat déclare que, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord cadre pour faute de la société ou du groupement de sociétés pour lequel il intervient, ladite société ou les membres du groupement ne tombent pas sous le coup des motifs d'exclusion tels que prévus par le code de la commande publique.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

Signature et cachet du candidat

A

Le

PARTIE RESERVEE AU POUVOIR ADJUDICATEUR

ACCEPTATION DE L'OFFRE

La proposition est acceptée en Euros (€), unité monétaire d'exécution de l'accord cadre et de tous les actes qui en découlent.

A Lille,

Le/.../ 2026

Mme Aurélie FILLIARD HENLE Directrice,
Représentante du pouvoir adjudicateur

ANNEXE I - CADRE DE REPONSE TECHNIQUE

Moyens matériels dédiés à l'accord cadre *(le candidat peut joindre une présentation des matériels dans son mémoire technique) :*

Moyens humains dédiés *(le candidat peut joindre une présentation des moyens humains dans son mémoire technique) :*

Délai d'intervention pour une prestation hors forfait, à compter de l'émission du bon de commande :

Utilisation de produits et/ou procédés respectueux de l'environnement

Déterminer les techniques et produits de traitement entretien et désherbage (le candidat peut fournir une présentation dans son mémoire technique, il fournira également les fiches techniques des produits utilisés) :

Types de sols	Technique de désherbage mise en œuvre	Matériel ou produit utilisé
Bitume, pavé, ... (bordure trottoir, contour bâtiment)		
Désherbage autour des haies et des massifs		

Types de végétation	Technique de mise en œuvre	Matériel ou produit utilisé
Entretien des surfaces engazonnées		
Traitement des massifs arbustes		

Observations et précisions éventuelles :

--

Date, cachet et signature du candidat

ANNEXE II - ANNEXE FINANCIERE

Prestations d'entretien des espaces verts – lot 2 – site d'Arras				
DESIGNATION	PRIX UNITAIRE € HT	NOMBRE D'INTERVENTIONS PREVUES PAR AN	MONTANT TOTAL ANNUEL HT €	MONTANT TOTAL ANNUEL TTC
Surfaces engazonnées (tonte, entretien)				
Massifs arbustes				
Massifs fleurs et jardinières				
Entretien des arbres - ornement - élagage				
Ramassage des feuilles				
Nettoyage des abords – désherbage				
Evacuation des déchets				

(1) Ces coûts intègrent l'ensemble des éléments de prix définis à l'article 4 du CCAP.

Date, cachet et signature du candidat

ANNEXE III - ACTE SPECIAL DE SOUS TRAITANCE

1 – Pouvoir adjudicateur

Urssaf Nord-Pas-de-Calais

293, Avenue du Président Hoover

59032 LILLE CEDEX

Nom, prénom, qualité du signataire de l'accord cadre :

Mme Aurélie FILLIARD HENLE, Directrice de l'URSSAF Nord Pas de Calais, représentante du pouvoir adjudicateur.

Origine du pouvoir du signataire :

Mme Aurélie FILLIARD HENLE, représentante légale de l'organisme, est habilitée, en application du code de la commande publique, de l'arrêté du 19/07/2018 pour signer et notifier l'ensemble des contrats au nom de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

Personne pouvant donner les renseignements des articles R2191-60 et R2191-62 du code de la commande publique : Mme Aurélie FILLIARD HENLE, agissant en tant que représentante légale du pouvoir adjudicateur.

Ordonnateur des paiements :

La Directrice de l'organisme.

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Directeur comptable et financier de l'URSSAF Nord Pas-de-Calais.

2 – Candidat

Dénomination sociale (*intitulé complet et forme juridique de la société*)

Adresse du siège social

Numéro de téléphone / télécopie

Numéro d'identité d'établissement (SIRET)

Code d'activité économique principale (APE)

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés / répertoire des métiers

3 – Prestations sous traitées

Nature :

Montant :

4 – Sous-traitant

Dénomination sociale (*intitulé complet et forme juridique de la société*)

Adresse du siège social

Numéro de téléphone / télécopie

Numéro d'identité d'établissement (SIRET)

Code d'activité économique principale (APE)

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés / répertoire des métiers

Le sous-traitant :

- ☐ A droit au paiement direct
- ☐ N'a pas droit au paiement direct.

Le présent acte spécial :

- ☐ A pour objet d'accepter le sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- ☐ Est un acte spécial modificatif ; il annule et remplace celui du :

.....

5 – Conditions de paiement prévues par le projet ou le contrat de sous-traitance et modalités de règlement

Compte à créditer (Joindre un relevé d'identité bancaire ou postale)

Ouvert au nom de :

Etablissement :

Agence :

Adresse :

Numéro de compte :

Code Banque :

Code Guichet :

Clé RIB :

Avance

Une avance pourra être versée au titulaire dans les conditions décrites à l'article 4.3 du CCAP.

☐ Le sous-traitant accepte le bénéfice de l'avance ⁽²⁾.

Aucune autre avance ne sera accordée.

Moment de versement

☐ Après la date de notification de l'acte spécial et à la date de commencement de l'exécution du contrat de sous-traitance.

☐ Date de notification de l'acte spécial :

☐ Date de commencement de l'exécution du contrat de sous-traitance :

(Si le sous-traitant est présenté après la conclusion du marché, le paiement de l'avance au sous-traitant est subordonné, s'il y a lieu, au remboursement de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées).

Retenue de garantie

Le sous-traité :

☐ Prévoit une retenue de garantie

☐ Ne prévoit pas de retenue de garantie.

² Dans l'hypothèse du versement de l'avance, le sous-traitant s'engage à notifier à l'URSSAF Nord Pas de Calais toute modification des coordonnées bancaires, avec un préavis d'un mois avant tout paiement, et à joindre un RIB original modificatif. Le sous-traitant est réputé renoncer au bénéfice de l'avance si la case n'est pas cochée.

Pénalités

Le sous-traité prévoit :

- ☐ Des pénalités d'exécution non conforme
(si oui indiquer le montant ou la formule de calcul des pénalités applicables)
- ☐ Des pénalités d'indisponibilité (dont le montant est identique au montant des pénalités de retard ou d'indisponibilité susceptible d'être dues par le titulaire, au titre du marché, pour les mêmes prestations ; indiquer le montant ou la formule de calcul des pénalités d'indisponibilité applicables)

Date ou mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement est celui de la date limite de réception des offres.

Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement bancaire.

6 – Déclarations sur l'honneur

Cette déclaration doit être complétée et signée par **chaque entreprise sous-traitante**.

Je soussigné(e).....

En qualité de.....

Agissant pour le compte de la société.....

Atteste sur l'honneur :

- ☐ N'entrer dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique.
- ☐ Être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à , le

Signature

ANNEXE IV - CESSION DE CREANCE OU NANTISSEMENT

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises en ce qui concerne :

☐ La totalité des prestations / fournitures / travaux (*rayez la mention inutile*) concernant ce présent contrat estimé à (*en chiffre et en lettres*)

.....
.....
.....

☐ La part des prestations / fournitures / travaux (*rayez la mention inutile*) en cas de cotraitance pour un montant estimé à (*en chiffre et en lettres*)

.....
.....

et devant être exécutées par : (la société).....

☐ en qualité de titulaire unique

☐ en qualité de cotraitant du groupement

A Lille, le

La Directrice,
Représentante du pouvoir adjudicateur